

RAPPORT D'ÉVALUATION DES RESULTATS

PROJET DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE DIALOGUE ET DE SECURITE COMMUNAUTAIRE DANS LE SUD DE MADAGASCAR

Appui à la réforme du Secteur de Sécurité à Madagascar – PNUD
Renforcement de l'Autorité de l'Etat dans le Sud de Madagascar – OIM



DÉCEMBRE 2019

Rapport rédigé par l'équipe suivi-évaluation de Search for Common Ground
Madagascar

Contact :

RAJOELISON Sadera

Design, monitoring and evaluation coordinator

Search for Common Ground

Lot IIK 50M Mahatony Ivandry

+261 20 22 493 40

srajoelison@sfcg.org

Table des matières

Glossaire	4
Acronymes	5
1. Contexte du projet	9
2. Objectifs de l'évaluation	10
3. Méthodologie de l'évaluation	11
3.1. Qualité de la recherche, analyse et éthique	12
3.2. Limitations	13
4. Résultats	14
4.1. Valeurs des indicateurs après la mise en œuvre	14
4.2. Les différents résultats induits par le projet	20
4.2.1. Les jeunes et les membres des forces de défense et de sécurité ont des connaissances accrues sur les rôles, droits et responsabilités mutuelles sur la réforme du secteur de sécurité	20
4.2.2. Les jeunes et les Gendarmes sont en mesure de communiquer et d'interagir d'une manière plus ouverte, transparente et constructive	21
4.2.3. La confiance et la collaboration entre les autorités locales, les Gendarmes et la population en matière de sécurité locale sont renforcées grâce aux activités de rapprochement	22
4.2.4. Les acteurs locaux dans les communes dans les zones d'intervention contribuent à la sécurité communautaire de manière plus coordonnée et intégrée grâce à l'existence et au pilotage des plans locaux de sécurité élaborés de manière participative et consensuelle	24
4.3. Contribution de ces résultats à la paix et à la sécurité de la zone	26
5. Leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations	27
5.1. Bonnes pratiques	27
5.2. Leçons apprises et recommandations pour les initiatives futures	28
5. Conclusion	30

Liste des tableaux et des graphes

Graphe 1 : Pourcentage des personnes assistant aux dialogues affirmant que ces dialogues ont permis de rapprocher les gendarmes et la communauté 14

Graphe 2 : pourcentage des parties prenantes dans la construction des infrastructures qui affirment être confiants que l’existence d’infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté..... 16

Graphe 3 : Pourcentage des répondants affirmant que Le dialogue communautaire est pertinent pour gérer de manière coordonnée et intégrée les questions sécuritaires..... 19

Tableau 1 : nombre d’entretien individuel effectué 11

Tableau 2 : nombre de focus groupes effectué 12

Glossaire

Approche common ground

L'approche Common Ground consiste à révéler ou à amplifier des aspects identitaires qui permettent de catalyser la collaboration. Passer de l'approche conflictuelle à l'approche collaborative commence par percevoir l'autre comme un allié plutôt qu'un ennemi ou un adversaire. Cela élargit notre sens de l'identité, et la perception de l'autre, de sorte que nous conservons ce qui est important pour nous tout en embrassant ce que nous partageons (par exemple, nous sommes issus de différents groupes ethniques, mais nous sommes aussi mères et partageons les mêmes espoirs et les mêmes peurs pour nos enfants). En prenant conscience des identités et des valeurs que nous partageons, l'humanité de l'autre nous apparaît plus clairement.

Quartier Mobile

Une structure communautaire travaillant dans le secteur sécuritaire. Les membres sont des jeunes et désignés par le biais de l'Assemblée Générale des notables d'une commune. D'une manière générale, les quartiers mobiles collaborent avec les FDS et ils sont formés par ces derniers. Conformément au décret national pour la sécurité villageoise, la structure sécuritaire consiste en un organe de contrôle et de suivi composés de maires, notables et gendarmes, ayant autorité sur les Kalony

Kalony

Les jeunes à partir de 15 ans, lesquels sont membres des quartiers mobiles et charge de la sécurité au niveau fokontany. Ils sont désignés par une réunion communautaire. L'appellation change selon la région, *kalony* dans la région Ihorombe et *jado* dans la région Anosy. *Andrimasompokonolona* est le terme en langue officielle.

Titike ou Tange

Le titike (dialecte Antanosy) ou tange (dialecte bara) est un rite où les hommes font un serment à ne plus porter préjudice à la communauté.

Ce rite renforce la cohésion sociale, maintient la paix et la sécurité au niveau de la communauté. Il s'organise différemment selon la région : (1) dans l'Anosy, durant le rituel, un zébu est tué et chaque homme de la communauté lèche une lance imprégnée du sang du zébu ou boit le sang du zébu et prête serment au nom des siens devant les membres de la communauté ; (2) dans l'Ihorombe, un notable (ou roi) évoque les dieux (Zanahary) en lui demandant de bénir l'eau provenant d'une rivière et la lame qui va servir d'objet pour achever le zébu. Cette lame imbibée du sang du zébu est plongée dans l'eau bénie, laquelle va servir pour la bénédiction.

A noter que le rite ne doit pas forcément se faire par le sacrifice de zébu. Toutefois, l'utilisation du zébu représente le degré le plus élevé du rituel.

Dina

Conventions collectives considérées comme étant un ensemble de règles coutumières d'organisation de la société et, en tant que tels, elles ont été conçues comme l'émanation d'une réelle volonté populaire, et observée comme telle, car ils furent institués par ceux-là même qui en avaient ressenti le besoin.

Malaso ou malaso

A l'origine, les dahalo étaient des marginaux dans les cultures du Sud de Madagascar, particulièrement Antandroy et Bara, des ethnies d'éleveurs de zébus. Ces dahalo vivaient en marge des villages, ne possédaient rien. Et donc du coup, pour se marier, ils allaient voler quelques zébus aux villageois du coin, histoire d'avoir quelque chose à offrir aux parents de la jeune fille convoitée, et par ailleurs retire un certain prestige de leur bravoure. A l'époque et pendant des décennies, il s'agissait de "petits vols", deux ou trois têtes, dérobées grâce à la ruse, sans violence. Ce type de comportement était plus ou moins admis, dans la mesure où il restait marginal et codifié.

Récemment, les populations du sud, Antanosy, Antandroy et Bara, racontent que le vol de zébu a pris une autre ampleur. Des bandes organisées, armées de fusils voire de kalachnikovs, qui razzient des centaines de têtes à la fois. Ces bandes agiraient à la commande, et bénéficieraient de complicités au sein de la gendarmerie et de l'administration. Ces nouveaux types de dahalo sont connus sous le nom de "**Malaso**", bien que le terme dahalo reste employé.

Chaîne montagne l'Andriry

de de Chaîne de montagne se trouvant dans de District de Betroka, laquelle est une zone à risque en termes de banditisme. Dans le plateau central d'Andriry résident des compatriotes qui ne sont pas connectés avec le reste du pays et qui ne bénéficient d'aucun service de l'Etat : pas d'école, pas de centre de santé », (et assurément pas de chef fokontany, en bref pas d'Etat). « Ces Malgaches ne travaillent pas ; leurs activités se résument au vol de zébus (tribune Madagascar – 2017)

Outcome harvesting

Approche d'évaluation om l'évaluateur identifie, formule, vérifie, analyse et interprète les résultats induits par les activités d'un programme. La collecte des résultats consiste à identifier les résultats, basés sur des évidences, sur la contribution de notre programme sur les changements au niveau de la communauté cible

Acronymes

ARSSAM

Appui à la réforme du secteur de la sécurité à Madagascar

CR

Commune Rurale

CSB	Centre de Santé de Base
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FGD	Focus groups de discussion
FKT	Fokontany
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PA	Poste avancé
PBF	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix
PLS	Plan local de sécurité
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAES	Renforcement de l’Autorité de l’Etat dans le sud
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
Search	Search For Common Ground
SLC	Structure Locale de Concertation

Résumé exécutif

Search a effectué des activités dans le cadre des projets « Appui à la réforme du secteur de la sécurité à Madagascar » (ARSSAM) et « Renforcement de l’Autorité de l’Etat dans le Sud » (RAES) financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), de Juin à Décembre 2019. Ces projets ont pour objectifs de :

- Contribuer au renforcement de la présence de l'État et à la restauration de l'État de droit dans les zones d'intervention marquées par le phénomène de l'insécurité dans le sud (projet RAES);
- Appuyer le processus RSS à Madagascar, notamment l'élaboration d'une vision nationale de sécurité, le renforcement des compétences et capacités des Forces de défense et de sécurité (FDS), la consolidation des mécanismes de contrôle et la promotion de la confiance entre les FDS et la population (projet ARSSAM).

L'objectif global du projet mis en œuvre par Search était de «contribuer au renforcement de la confiance et de la collaboration entre les forces de défense et de sécurité et les populations les plus vulnérables à travers l'harmonisation des normes et des pratiques ainsi que le renforcement de la sécurité communautaire».

Ses **objectifs spécifiques** étaient:

1. améliorer des capacités en matière de réforme du secteur de sécurité (RSS) et de plaider pour les plateformes et associations de jeunes, avec un focus dans les zones d'intervention dans le Sud;
2. accroître la participation de la population dans le développement et le pilotage des plans locaux sur la sécurité communautaire;
3. renforcer la confiance et la collaboration entre les forces de défense et les communautés en matière de sécurité locale

Les Communes d'intervention sont les Communes rurales (CR) de Tomboarivo, Bekorobo, Ambalasoa dans la région Anosy et les Communes Andranombao et Antaramena dans la Région Ihorombe.

Dans le cadre de sa contribution à ces projets, Search part du principe que «si les forces de défense et les jeunes ont des connaissances accrues sur les rôles, droits et responsabilités mutuelles sur la réforme du secteur de sécurité **et si** ils sont en mesure de communiquer et d'interagir d'une manière plus ouverte, transparente et constructive, **alors** les comportements, les relations et la confiance entre elles (forces et jeunes) s'amélioreront».

Search a collecté de façon récurrente les résultats induits par ces activités afin de voir la contribution de ces interventions à la théorie de changement voulue et identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques afin de fournir des recommandations pour des initiatives futures. L'approche principale utilisée pour cette évaluation est le « outcome harvesting » qui consiste à identifier les résultats, basés sur des évidences, sur la contribution de notre programme sur les changements au niveau de la communauté cible.

Une méthodologie qualitative a été utilisée, au total, 15 entretiens individuels et 10 focus group de discussion ont été réalisés pour collecter les résultats, suivi de 3 ateliers de réflexion pour valider les résultats collectés, voir la contribution du projet à ces résultats et d'analyser la signification de ces résultats pour les objectifs du projet. Ces ateliers ont vu la participation des FDS, des jeunes, des autorités locales et des staffs de Search. La collecte des données a touché plus de **492¹ membres de la communauté**.

Les principaux résultats de l'évaluation nous montrent que **les participants intègrent l'ACG dans leur manière de se rapprocher aux autres, ce qui entame une meilleure collaboration**. L'importance de la participation des jeunes dans la sécurité communautaire en apportant leur

¹ Des fiches d'évaluation sous forme de baromètre ont été utilisées durant les activités de dialogues et des activités de rapprochement, avec 5 échelles d'accord : de «pas du tout d'accord» à «tout à fait d'accord». Ces fiches ont servi à avoir la valeur des indicateurs du projet. Au total, 217 personnes touchées par les activités de Search ont participé à la collecte.

contribution dans les mécanismes de sécurité locale «quartiers mobiles» a été soulignée par les gendarmes interviewés. Les jeunes d'ailleurs prennent l'initiative dans la mobilisation de leurs pairs dans les Fokontany éloignés, afin qu'ils prennent part aux prises de décisions sur les questions sécuritaires. En effet, la **considération des avis de chacun dans le processus de prises de décision a été répétée comme une norme sociale**, ce qui se manifeste: lors de la réalisation d'action commune durant les patrouilles ou l'appui des gendarmes dans la sécurisation selon les jeunes; mais aussi les gendarmes considèrent que l'écoute et l'analyse des opinions des personnes en conflits est très important.

Un rapprochement entre les jeunes et les gendarmes à travers le nettoyage des infrastructures publiques est aussi enregistré. Toutefois, **la collaboration entre les jeunes et les gendarmes reste encore fragile**. En effet, la conception des Plan Locaux de Sécurité (PLS) ou des plans de construction des infrastructures durant les formations et les dialogues démontrent un rapprochement, mais la participation effective de toutes les catégories de la population, notamment les femmes, est encore limitée par les normes sociales.

Le 88.61% des personnes formées est totalement d'accord et d'accord que le dialogue communautaire a permis de rapprocher les membres de la communauté et les gendarmes. Par contre, les autres membres de la communauté qui ont ne pas être d'accord, malgré la mobilisation des jeunes formés, n'ont pas encore cette perception que la collaboration avec les gendarmes peut être positive vu qu'ils n'ont pas encore eu l'opportunité de s'impliquer dans les activités de rapprochement. Le changement de cette perception négative de la population envers les gendarmes vers une perception positive est conditionné selon les personnes enquêtées par le fait que les rôles et les responsabilités de chacun dans l'organisation de ces activités soient clairement définis. D'ailleurs, **75% des personnes formées affirment être confiants que l'existence d'infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté**

De manière générale, l'équipe et les personnes interrogées ont pu observer, suite au projet, une **amélioration en termes de sécurité pour les communautés locales** suite au projet. Les jeunes commencent à ne plus fuir les gendarmes, et collaborent même pour la sécurité communautaire en se donnant mutuellement des informations pouvant faciliter la sécurisation communautaire. On recense aussi **moins de vols mineurs et de bagarres** du fait que les jeunes hommes sont impliqués dans la sécurisation et préviennent toutes formes de violences physiques en faisant des patrouilles durant le marché communal, période auquel on recensait beaucoup de bagarres. Plus à présent, **le marché peut continuer jusqu'à 16h**, et plus de commerçants ambulants sont remarqués. Les petits objets (comme les ustensiles de cuisine ou les volailles) peuvent être laissés en dehors des maisons la nuit sans que ceux-ci soient volés. La population se sent plus en sécurité la nuit qu'avant: les femmes peuvent cuisiner tard, jusqu'à 21h et les habitants des fokontany peuvent à présent dormir dans leurs maisons la nuit au lieu de fuir dans les champs, les magasins et les petits bars sont ouverts jusqu'à 21h, et la communauté peut sortir et faire la fête en sécurité. Autre indicateur de sécurité, les habitants peuvent à présent se prêter un zébu pour labourer leurs terres. Les jeunes, désormais s'invitent sans crainte dans leurs maisons respectives.

Au-delà des résultats susmentionnés, l'évaluation a aussi permis d'identifier certains recommandations, comme:

- Les normes sociales limitent la participation des jeunes et des femmes, la communauté doit être sensibilisée par les rôles de femmes et des jeunes, complétés avec des activités de solidarité qui mettent en valeur leurs rôles. Des jeunes hommes, jeunes femmes et femmes «champions» existent mais l'étendue de leurs initiatives est limitée. Il faudra donc envisager de soutenir ses initiatives entreprises par ces jeunes et ces femmes à travers des projets collaboratifs qui mettent en valeur et exergue leur volonté, car ils peuvent être des rôles modèles «champions» catalyseur de changements dans leur communauté.
- La formation traitait 4 thématiques différentes réparties sur 3 jours, ne favorisant par une assimilation effective de toutes les connaissances. Certes, une approche expérientielle a été adoptée avec des images, mais il est recommandé de traiter une thématique par formation en tenant compte du niveau des participants.
- Les dialogues étaient au niveau communal et si la collaboration avec les leaders formés par Search a été effective, toutefois la portée reste restreinte. Il est nécessaire de faire des dialogues au niveau des fokontany avant les communaux pour une portée effective facilitant l'intégration des perspectives «locales» dans les dialogues communales.
- Le partage des rôles et des responsabilités pour les futures constructions des infrastructures à vocation culturelle doit être éclaircis et compris de façon consensuelle durant les dialogues, afin d'éviter toute tension entre jeunes et gendarmes. Il est recommandé de ne pas procéder à ces constructions tant que les acteurs impliqués ne soient pas d'accord conventuellement durant les dialogues. Mais aussi, il faut veiller à la participation des femmes. Une approche visant à mobiliser les femmes sont nécessaires pour des initiatives de ce genre où on vise leur participation.
- Une confusion entre les PLS et les infrastructures est palpable. L'identification de deux initiatives du genre doit être discutée durant des dialogues séparés au lieu de traiter deux thématiques différents durant le même dialogue.
- La nécessité d'avoir un point focal au niveau des communes, responsables de mobiliser la communauté et du suivi afin d'accompagner la communauté continuellement est recommandé pour les futures initiatives similaires

1. Contexte du projet

En collaboration avec le PNUD et l'OIM, Search assure la mise en œuvre de certaines activités du projet ARSSAM et RAES. Le projet couvre la période du 31 mai au 31 décembre 2019 dont l'objectif général est de **« contribuer au renforcement de la confiance et de la collaboration entre les gendarmes et les populations les plus vulnérables à travers l'harmonisation des normes et des pratiques ainsi que le renforcement de la sécurité communautaire »**.

Les Communes d'intervention sont les Communes de Tomboarivo, Bekorobo, Ambalasoà dans la région Anosy et les Communes Andranombao et Antaramena dans la Région Ihorombe.

Les actions sont essentiellement cadrées sur les activités au sein des deux projets RAES et ARSSAM suivantes :

❖ **RAES**

- Activité 1.3.1 Mettre en œuvre des initiatives locales visant à renforcer la confiance entre la population et les forces de l'ordre

❖ **ARSSAM**

- Activité 3.3.3 Capacités des OSC de jeunes pour le plaidoyer sont renforcées
- Activité 4.1.1 Organisation de sessions de dialogue entre les représentants des forces de défense et de Sécurité, des autorités locales et de la société civile
- Activité 4.1.2 Appui à la mise en place de plans locaux de sécurité
- Activité 4.1.3 Mise en œuvre conjointe par les corps de sécurité et les communautés des plans locaux de sécurité

L'objectif global du projet mis en œuvre par Search est décliné en 3 objectifs spécifiques :

- Améliorer des capacités en matière de RSS et de plaidoyer pour les plateformes et associations de jeunes, avec un focus dans les zones d'intervention dans le Sud.
- Accroître la participation de la population dans le développement et le pilotage des plans locaux sur la sécurité communautaire
- Renforcer la confiance et la collaboration entre les gendarmes et les communautés en matière de sécurité locale.

Conformément au plan de suivi évaluation, une évaluation des résultats pour le projet

2. Objectifs de l'évaluation

Cette évaluation de résultats avaient deux objectifs principaux dont

1- Mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs du projet et identifier les résultats attendus et inattendus induits par les différentes interventions du projet

a. Quelles sont les valeurs des indicateurs suivant après la mise en œuvre :

- % des participants qui affirment que les activités de rapprochements (dialogues, réhabilitation/ construction des infrastructures) ont renforcé la confiance mutuelle ;
- Disponibilité d'un plan de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en œuvre pilotes ;
- % des parties prenantes dans la construction des infrastructures qui affirment être confiants que l'existence d'infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté ;

b. Quels changements attendus, inattendus, positifs et négatifs ont été engendrés, où et quand?

c. Comment les différentes activités du projet ont contribué aux changements suivants:

- Les jeunes et les membres des forces de sécurité ont des connaissances accrues sur les rôles, droits et responsabilités mutuelles sur la réforme du secteur de sécurité;
 - Les plateformes et associations de jeunes dans les zones d'intervention dans le Sud disposent de capacités renforcées en matière de RSS et de plaider et assument ainsi un rôle plus actif dans les décisions et le suivi de la RSS;
 - La confiance et la collaboration entre les autorités locales, les Gendarmes et la population en matière de sécurité locale sont renforcées grâce aux activités de rapprochement, les sessions de dialogue entre les représentants des autorités locales, des FDS et de la population et l'existence d'infrastructures à destination culturelle dans les zones d'intervention;
 - Les jeunes et les FDS sont en mesure de communiquer et d'interagir d'une manière plus ouverte, transparente et constructive,
 - Les acteurs locaux dans les communes dans les zones d'intervention contribuent à la sécurité communautaire de manière plus coordonnée et intégrée grâce à l'existence et au pilotage des plans locaux de sécurité élaborés de manière participative et consensuelle
- d. Est-ce que ces résultats contribuent à la paix et à la sécurité dans la zone d'intervention?

2- Identifier les leçons apprises et bonnes pratiques durant la mise en œuvre, et fournir des recommandations pour des initiatives futures

3. Méthodologie de l'évaluation

L'approche principale utilisée pour cette évaluation est le « outcome harvesting » qui consiste à identifier les résultats, basés sur des évidences, sur la contribution de notre programme sur les changements au niveau de la communauté cible.

De manière plus détaillée, la méthodologie d'évaluation comprenait 3 étapes.

- **Etape 1 : phase préliminaire**, laquelle a consisté en une revue documentaire des rapports d'activité et du rapport de suivi
- **Etape 2 : collecte des données**, laquelle usait une méthodologie mixte, à la fois qualitative et quantitative.
 - o **Quantitative** où des fiches de suivi sous forme de baromètre ont été utilisées durant les activités de dialogues et des activités de rapprochement, avec 5 échelles d'accord : de «pas du tout d'accord» à «tout à fait d'accord». Ces fiches ont servi à avoir la valeur des indicateurs du projet. Au total, 217 personnes touchées par les activités de Search ont participé à la collecte.
 - o **Qualitative** à travers des entretiens individuels et des focus groupes au niveau des bénéficiaires du projet. Les deux tableaux ci-dessous nous décrivent les entretiens et les focus groupes effectués lors de cette évaluation

Tableau 1 : nombre d'entretien individuel effectué

Commune	Femme	Homme	Gendarmes	Total
Bekorobo	1	1	1	3
Tomboarivo	1	1	1	3

Ambalaso	1	1	1	3
Antaramena	1	1	1	3
Andranombao	1	1	1	3
Total	5	5	5	15

Tableau 2 : nombre de focus groupes effectuées

Commune	FG jeunes femmes	FG jeunes hommes	Total
Bekorobo	1	1	2
Tomboarivo	1	1	2
Ambalaso	1	1	2
Antaramena	1	1	2
Andranombao	1	1	2
Total	5	5	10

Au total, 15 entretiens individuels et 10 focus groupes ont été réalisés, à noter que chaque focus rassemblait 08 à 10 personnes par groupe. Les participants ont été sélectionnés parmi les jeunes (femmes et hommes) de la communauté ayant participé aux activités de Search dans le cadre de ce projet (formations, activités de solidarité, construction/réhabilitation d'infrastructure, dialogues).

- Etape 3 : Atelier de réflexion de collecte des résultats (« outcome harvesting »)

Cette étape a été effectuée sous forme d'atelier réflexion dans le but de valider les résultats collectés, d'ajouter des résultats additionnels si besoin et d'en analyser leur signifiante, ainsi que discuter des leçons apprises et bonnes pratiques durant la mise en œuvre du projet. Au total, 2 ateliers de 1 jour ont été organisés :

- 1 atelier à Betroka, englobant les communes de Bekorobo et Ambalaso avec 8 gendarmes, 2 jeunes femmes, et 5 jeunes hommes
- 1 atelier à Ivohibe, englobant les communes d'Andranombao et Antaramena avec 2 femmes, 5 gendarmes, 4 jeunes hommes et 2 hommes

Au total, les 2 ateliers ont vu la participation de 13 gendarmes, 4 jeunes femmes, 1 femme, 9 jeunes hommes et 2 hommes.

3.1. Qualité de la recherche, analyse et éthique

Les outils pour la collecte de données du terrain ont été conçus sur base de l'étude préliminaire en français, puis ont été traduits dans le dialecte local du Sud. L'équipe de collecte a été dirigée par l'équipe suivi-évaluation en collaboration avec l'équipe programme, laquelle a été formée sur la méthodologie et les outils de collecte. Le coordinateur de l'équipe de la mission au complet fut le chargé de suivi et évaluation.

L'équipe a été formée en binôme pour la collecte qualitative, avec un responsable de la modération, et un responsable de la prise de notes. Les données recueillies ont été transcrites sur une matrice Excel conçue par l'équipe suivi-évaluation, et chaque preneur de note a eu à transcrire ces données. La stagiaire de suivi et évaluation a été en charge de la compilation, le nettoyage et la validation des données transcrites après chaque journée de collecte. En ce qui concerne l'enquête individuelle, la

saisie a été faite sous Excel par la stagiaire en suivi évaluation et qui s'est aussi chargée du nettoyage, de la validation et de l'analyse des données.

Enfin, un rapport final est rédigé basé sur les résultats collectés lors des étapes antérieures, afin de pouvoir analyser et présenter les résultats de l'évaluation. La rédaction du rapport a été faite par la stagiaire et l'assistant en suivi évaluation du projet, sous la supervision du chargé de suivi-évaluation et d'un membre de l'Équipe d'Apprentissage Institutionnel (Institutional Learning Team - ILT) au niveau régional de Search.

D'un point de vue éthique, toutes les collectes de données ont été effectuées avec le consentement éclairé des interviewés. L'équipe s'est également assuré que les entretiens et focus groupes se déroulent dans un espace sûr dans lesquels les participants peuvent s'exprimer librement.

3.2. Limitations

La majorité des participants aux activités de Search sont analphabètes, en conséquence le remplissage de la fiche d'évaluation, permettant la collecte des valeurs des indicateurs, demeure un défi. En d'autres termes, l'échantillon prévu dans les termes de référence pour la collecte des valeurs des indicateurs n'était pas atteint.

Lors de la collecte, l'équipe de suivi-évaluation a remarqué un retard dans la mise en œuvre des activités de construction des infrastructures culturelles. En effet, les constructions devaient être faites de façon communautaire, et a accusé beaucoup de retard car les matériaux sont livrés en retard à cause de leur transport dans des zones difficiles d'accès. L'équipe programme, devant faciliter l'intégration de l'équipe d'évaluation, était occupée à régler cet obstacle. Des retards dans la collecte ont été vécus. L'équipe d'évaluation a dû faire les entretiens sans être en binôme mais en utilisant un dictaphone pour assurer la transcription.

4. Résultats

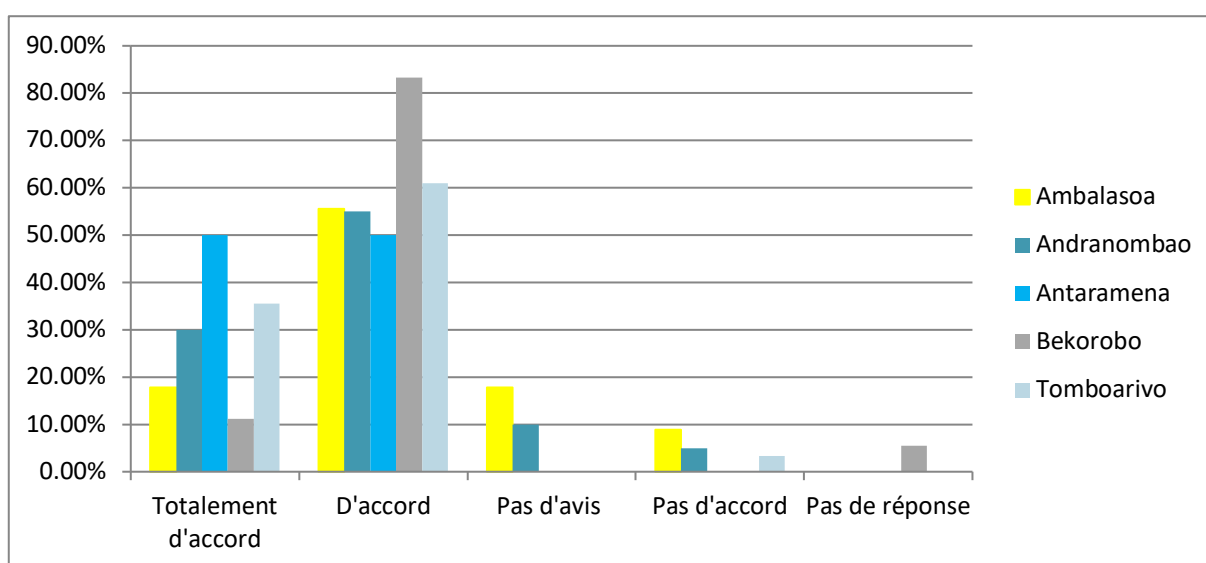
Les résultats décrits dans cette partie mettent en évidence les valeurs des indicateurs du projet, puis les résultats attendus ou inattendus induits par les activités mise en œuvre. On relate également la contribution du projet à ces résultats et la signifiante de ceux-ci dans le contexte sécuritaire. Finalement, on décrit l'évolution des différents indicateurs de sécurité depuis le début du projet selon les perceptions des membres de la communauté.

4.1. Valeurs des indicateurs après la mise en œuvre

Indicateur d'atteinte du projet : % des participants qui affirment que les activités de rapprochements (dialogues, réhabilitation/ construction des infrastructures) ont renforcé la confiance mutuelle

Dans l'ensemble, **93.67% des participants sont « totalement d'accord et d'accord »** que les dialogues communautaires a permis de rapprocher tous les acteurs (jeunes, notables, femmes et gendarmes) et de renforcer leurs confiances mutuelles.

Aussi, le **88.61% des participants sont totalement d'accord et d'accord que le dialogue communautaire a permis de rapprocher les membres de la communauté et les gendarmes.** En effet, suite à l'élaboration des PLS, les jeunes, gendarmes et la communauté ont collaboré pour la sécurité dans leur zone, et améliorer leurs confiances mutuelles.



Graphique 1 : Pourcentage des personnes assistant aux dialogues affirmant que ces dialogues ont permis de rapprocher les gendarmes et la communauté (nombre de répondants : 158)

Spécifiquement à Antaramena, les gendarmes vont vers les jeunes pour les mobiliser, leur donner des conseils, les encourager à être solidaires (focus groupe jeunes hommes) et délèguent des responsabilités aux jeunes via les quartiers mobiles et les Kalony² (jeune homme focus groupe). La sélection en amont des jeunes pour les quartiers mobiles a été le résultat d'une collaboration entre les gendarmes et notables, raisons pour lesquelles les personnes enquêtées à Antaramena sont

² Conformément au décret national pour la sécurité villageoise, la structure sécuritaire consiste à 1) le Andrimasom-pokonolona, organe de contrôle et de suivi composés de maires, notables et gendarmes, ayant autorité sur 2) les quartiers mobiles au niveau commune, fokontany et quartiers, à qui restituent les 3) Kalony, l'exécutif au niveau quartier, composés de tous les jeunes hommes.

unanimement positives à cette tendance sur le fait que les dialogues ont permis de rapprocher les gendarmes et la communauté. Pour les jeunes, la délégation de ces nouvelles responsabilités des gendarmes vers les jeunes est un signe de collaboration entre les deux, et de confiance entre eux (jeune homme focus groupe).

De la même manière, le fait que les jeunes s'investissent dans la sécurité, augmente la confiance des gendarmes envers les jeunes (jeune homme focus groupe). Par exemple, les quartiers mobiles ont pour charge de surveiller le marché hebdomadaire dans le chef-lieu de la commune marquée de la confiance qu'on les gendarmes envers les jeunes (jeune homme focus groupe). La collaboration et la confiance est également observée entre gendarmes et Kalony. Les gendarmes ont mobilisé et formés ces derniers

au niveau quartier, notamment à pister les déplacements de personnes durant la nuit (jeune homme focus groupe). Ils leur font également confiance pour transmettre les informations sur ces passages dans leur quartier, et simplement attendent leur compte-rendu (jeune homme focus groupe).

*« Les gendarmes nous font confiance, donc nous leur faisons confiance aussi. »
Jeune homme durant un focus groupe, Antaramena*

A Andranombao, un phénomène similaire a été observé. Les gendarmes ont tout d'abord changé leur comportement, en adoptant une approche plus conciliante et ouvert aux échanges au lieu d'une approche autoritaire, et cela a été décisif; en retour, les jeunes ont changé le leur et se sont impliqués dans les activités de rapprochement, et pour la sécurité (interview gendarmes). La collaboration des gendarmes envers les jeunes et la prise en charge de la sécurité de la partie des jeunes ont augmenté leur confiance mutuelle (jeune homme focus groupe). Les quartiers mobiles ont été mis en place, permettant de fréquentes rencontres entre gendarmes et jeunes, ainsi que les Kalony (jeune homme focus groupe). Aussi, les jeunes partagent efficacement des renseignements avec les gendarmes (interview gendarme). Dans les fokontany périphériques, les gendarmes sont à présents accueillis (et non fuis) et les jeunes ruraux se proposent pour être leurs guides (interview jeune femme). Ils leur montrent les coins à surveiller dans chaque fokontany (jeune homme focus groupe). Cette collaboration entre jeunes et gendarmes et l'amélioration de leurs relations renforce aussi la confiance que la communauté a envers ces derniers: de voir les quartiers mobiles et les gendarmes collaborer incite la communauté à avoir confiance en les gendarmes (interview jeune femme, gendarme interview). De plus, les quartiers mobiles sont devenus une interface entre les autres jeunes et les gendarmes, et ils les encouragent à collaborer et avoir confiance en ces derniers (interview gendarme).

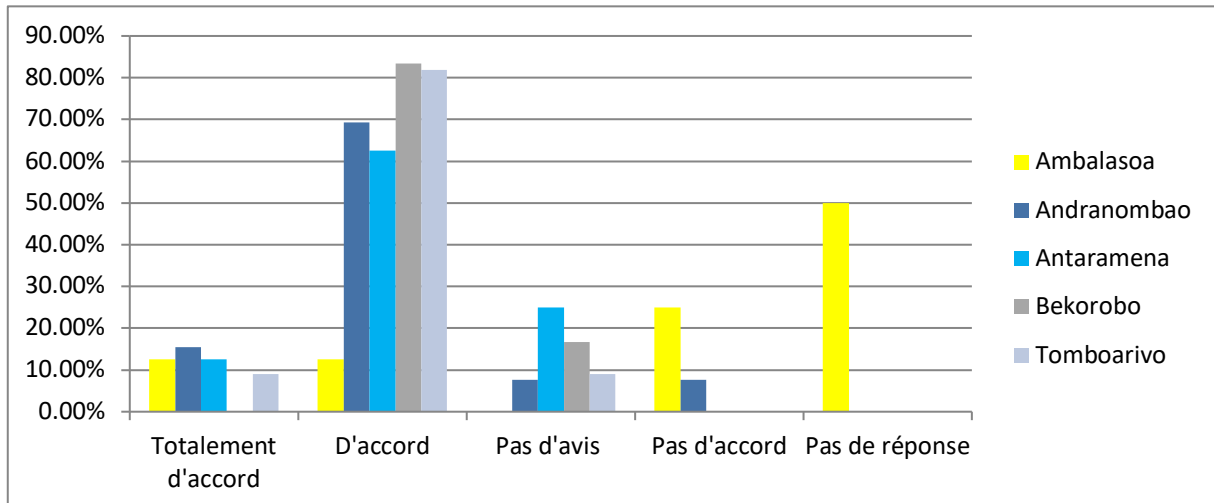
A Bekorobo, les gendarmes se sont activement impliqués dans la sécurité aux côtés de la communauté (défense en cas d'attaque, poursuite de voleurs), et en retour, cela a renforcé la confiance que la communauté a en eux (interview jeune femme, jeune homme focus groupe, jeune femme focus groupe).

A Tomboarivo, les jeunes femmes coopèrent avec les gendarmes en leur partageant des informations sur la situation sécuritaire (Jeune femme focus groupe, interview militaire). Les quartiers mobiles ont également été instaurés, et ces derniers et les gendarmes ont élaboré un plan d'action commun, avec des réunions mensuelles et un partage d'informations (Jeune homme focus groupe).

A Ambalaso, les quartiers mobiles collaborent étroitement avec les gendarmes et la sécurisation de la commune et les mêmes dynamiques sont observées comparées aux autres communes.

Indicateur d'atteinte du projet: % des parties prenantes dans la construction des infrastructures qui affirment être confiants que l'existence d'infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté

75% des participants parties prenantes dans la construction des infrastructures, affirment être confiants que l'existence d'infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté



Graphe 2 : pourcentage des parties prenantes dans la construction des infrastructures qui affirment être confiants que l'existence d'infrastructures culturelles renforce les liens entre les gendarmes et les membres de la communauté

Lors des activités de solidarité, et surtout lors de la construction des infrastructures, la population a impliqué la population dans son ensemble et les tâches ont été réparties entre tous les participants. Dans l'ensemble, cette répartition a été comme un signe de collaboration entre tous les acteurs.

A noter, que la dynamique à Ambalaso, diffère des autres communes, comme seulement 25% affirme être d'accord ou totalement d'accord du fait que les infrastructures n'ont pas été faits de façon communautaire mais avec l'aide d'un maçon, lequel a été rémunéré. Une division sociale est encore dominante au niveau de la commune, dont les paramètres sont socio-économiques et la distance entre les fokontany.

“Grâce à l'organisation de repas commun dont on est de même natte sans distinction de qualité, les jeunes sont ouverts à toute discussion durant le repas, après on se familiarise comme une famille.”
Gendarme, interview Andranombao.

A Antaramena, lors de la construction de l'infrastructure, la population a fait l'effort d'impliquer la communauté dans son ensemble. Les tâches ont été réparties par compétences et en fonction de la catégorie sociale de chacun. Pour ex. les femmes et très jeunes hommes sont allés chercher de l'eau et arrosent le sol³; les quartiers mobiles et autres jeunes se sont occupés du remblaye ; les jeunes avec des notions de maçonnerie se sont occupés de la structure du bâtiment, etc.. Les gendarmes ont eu tendance à superviser la construction et les notables ont géré le tout, Le maire était également présent (observation). Ceux qui n'ont pas pu participer à la construction ont prêté des matériaux (focus groupes jeunes hommes). Lorsqu'interrogés, les jeunes, femmes et

³ A noter que bien qu'aller chercher de l'eau est une tâche typiquement féminine, c'est un rôle traditionnellement attribué aux hommes qui construisent le bâtiment (jeune homme, atelier de collecte).

hommes, les femmes adultes et les notables ont considéré qu'il y avait collaboration entre tous les acteurs durant la construction. Cet événement a été vécu comme une opportunité pour l'ensemble de la population de travailler ensemble (ils l'ont appelé le « jour de mobilisation communautaire »)(jeune femme focus groupe)..

« On n'osait même pas se croiser avec les gendarmes avant....depuis qu'on a fait ensemble cette construction, je les connais mieux et je vois qu'ils sont pareils à moi...cela m'a permis de le connaître car on se côtoie presque toutes les semaines maintenant » jeune homme - interview - Antaramena

Pour les gendarmes et les jeunes, ce fut l'opportunité de faire connaissance, et de changer les perceptions qu'ils ont les uns des autres à travers le travail commun (jeune homme focus groupe), ce qui a amélioré leurs relations. En effet, **90.38% des personnes enquêtées affirment être totalement d'accord et d'accord que les activités de rapprochement ont permis aux jeunes et aux FDS de se rapprocher et de renforcer leurs confiances mutuelles.** Cependant, il est à noter que cette relation est toujours centrée sur la situation sécuritaire et la construction de l'infrastructure: c'est une « relation de travail », (jeune femme,

focus groupe).

A Andranombao, la répartition des tâches et responsabilités a été décidée lors d'une réunion au préalable avec tous les acteurs, dans laquelle les jeunes ont pu s'impliquer, et les décisions ont été prises « à l'unanimité » (interview jeune homme). Cette commune a notamment organisé un match de football avec les jeunes hommes et les gendarmes, et a aussi créé un club de football commun. Cette activité a permis aux participants de collaborer et d'améliorer considérablement leurs relations (interview gendarme, interview jeune homme, focus groupe jeune homme).

A Bekorobo, les tâches n'ont pas été déterminées à l'avance mais chacun a pris "les tâches qui lui conviennent" (interview jeune homme). La répartition des tâches fut similaire à l'exception que les femmes ont également transporté des briques et quelquefois tiré la charrette comme les hommes (jeune femme focus groupe). Les gendarmes, en revanche, se sont seulement chargés de sécuriser la zone (interview gendarme). Néanmoins, cela leur a fourni l'opportunité de se familiariser avec les jeunes de tous les fokontany de la commune (interview gendarme). Le match et club de football fut également catalyseur de collaboration et d'échanges entre gendarmes et jeunes (interview gendarme).

Tomboarivo et Ambalasoa ne présentent les mêmes dynamiques que les communes suscitées. A Tomboarivo, la communauté avait également planifié la réhabilitation d'une route, ainsi que le partage des tâches (les femmes et jeunes ayant pour rôle d'aller chercher de l'eau pour les hommes qui construisent la route), mais la construction a été faite par quelques membres de la communauté. Les gendarmes ont été récemment affectés dans la zone et une barrière sociale domine entre les deux acteurs. Les activités de rapprochement ont permis de diminuer la distance entre jeunes hommes et les FS (gendarmes et militaires de passage), notamment le match de football (Jeune homme et jeune femme focus groupes): ils ont pu avoir des discussions ensemble et parler "de tout et de rien" (interview militaire) mais cette relation a été passagère car les FS ont été de passage. Il est nécessaire de commencer les activités par un dialogue entre ces FDS nouvellement affectés et la communauté pour que chaque acteur puisse percevoir l'autre et entamer un processus de dialogue améliorant la confiance mutuelle.

Suite aux activités, **85.16% personnes enquêtées affirment que les activités de rapprochement ont permis à tous les acteurs de renforcer la collaboration entre eux sur des questions sécuritaires.**

Indicateur d'atteinte du projet : Disponibilité d'un plan de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en œuvre pilotes

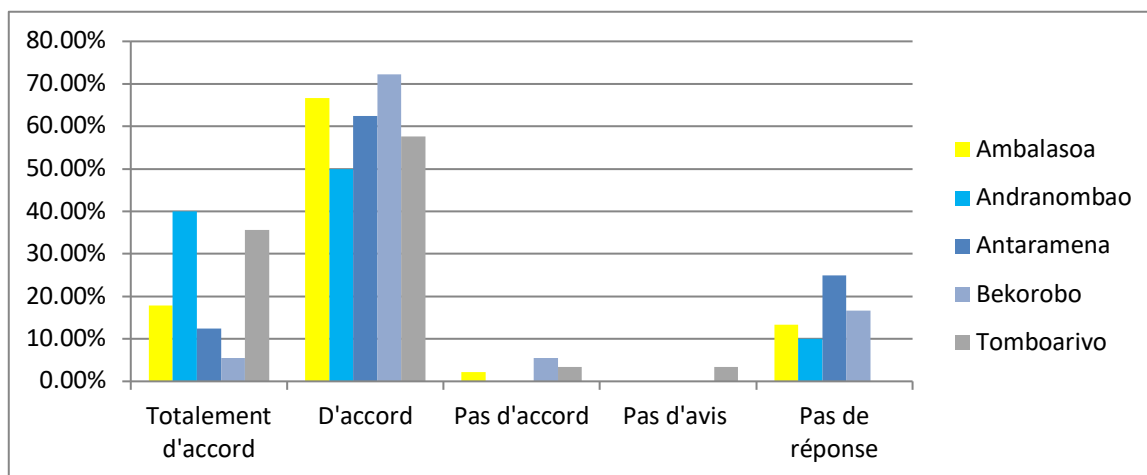
Un plan local de sécurité a été élaboré dans chaque commune, lequel définit les actions à mettre en œuvre par la communauté pour renforcer la sécurité communautaire.

En termes de participation et d'inclusion, les discussions pour les PLS ont généré une participation différente pour chaque catégorie d'acteurs. Par exemple, à Bekorobo, il apparaît que les discussions liées aux actions pour la sécurité aient été, dans une certaine mesure, inclusives. Le Titike⁴, notamment, est décrit comme étant issu d'une décision communautaire (focus groupe jeune homme). A noter, c'est une femme qui a proposé le Titike, et a ensuite insisté pour y participer au nom de toutes les femmes. En effet, les femmes (jeunes et adultes) sont acceptées et écoutées lors des discussions et réunions, excepté certains fokontany périphériques (focus groupe jeune homme, focus groupe jeune femme). Dans cette même commune, suite au Titike, les gendarmes et la communauté coopèrent activement pour sécuriser la zone, en cas d'attaque ou de poursuite de bandits (interview gendarme, interview jeune femme, focus groupe jeune homme, focus groupe jeune femme). Également, à travers le Dina, la communauté a instauré des règles respectées par tous (interview jeune femme). Elle prend en charge la résolution de conflits sociaux qui sont internes à la communauté, et rapportent aux gendarmes, tout en laissant aux gendarmes les aspects liés aux délits (interview gendarme).

Néanmoins, la sensibilité au genre a été une difficulté pour toutes les communes. **D'ailleurs 88.61% des enquêtées affirment que le dialogue communautaire a permis à tous les acteurs de différentes catégories, notamment les jeunes et les femmes, de discuter de manière participative et consensuelle les questions sécuritaires**

En termes de coordination pour la sécurité communautaire, il est observé que dans plusieurs communes, la communauté a pu établir un système de sécurité fonctionnel impliquant les différentes catégories d'acteurs. **D'ailleurs, 86.71% des personnes enquêtées affirment que les dialogues communautaires sont pertinents pour gérer de manière coordonnée et intégrée les questions sécuritaires.**

⁴ Rituel de paix dans lequel les jeunes ont prêté serment de ne plus voler, de ne plus poser de plaintes sans preuves, et de ne pas trahir les gendarmes.



Graphe 3 : Pourcentage des répondants affirmant que le dialogue communautaire est pertinent pour gérer de manière coordonnée et intégrée les questions sécuritaires (nombre de répondants : 158)

A Antaramena, depuis l'élaboration du PLS en Juin 2019, la structure pour la sécurité villageoise fonctionne⁵. Les gendarmes se coordonnent avec les quartiers mobiles et les Kalony pour les patrouilles et le transfert d'informations (focus groupe jeune homme). A Andranombao, dans le chef-lieu de la commune (et en cours pour les fokontany périphériques), les quartiers mobiles et Kalony sont également effectifs (interview jeune homme, interview gendarme, focus groupe jeune femme). La communauté a aussi mis en place des règles pour le marché, qui sont respectées par tous (interview jeune femme, focus groupe jeune homme). A Tomboarivo, les quartiers mobiles ont été mis en place, et ont élaboré avec les gendarmes un plan d'action commun, avec des réunions mensuelles et un partage d'informations (Jeune homme focus groupe).

Dans le cadre de l'élaboration du plan de sécurité, **les normes sociales discriminent les femmes ainsi que les jeunes dans les prises de décisions**. C'est une tradition ancrée dans la zone: lorsqu'interrogés sur la participation de tous les acteurs lors des dialogues, les personnes enquêtées répondent positivement à 66.9%. Les focus groupes avec les femmes ont montré qu'il s'agit d'une norme sociale ancrée qui prévoit une répartition des tâches selon le sexe et la hiérarchie, et qui rend l'objectif de participation et consensualité du projet un défi. **Dans toutes les communes (sauf Bekorobo), les femmes sont exclues des sujets qui relèvent de la sécurité:** il est considéré que c'est l'affaire des hommes et elles ne sont pas consultées (du moins publiquement⁶) (focus groupes et interviews). A Antaramena, les hommes considèrent que les femmes n'ont pas leur place dans une réunion (focus groupe jeune homme). Les femmes ne sont pas consultées, et peu informées: au mieux, elles assistent à la réunion publique du chef fokontany des décisions prises lors des dialogues (focus groupe jeune femme). Lors des dialogues, il y avait peu de femmes, et dans le comité de gestion, seulement une femme est membre (observation). De même pour Andranombao: leur présence est moindre lors des discussions et si elles sont présentes, elles n'osent pas participer (interview gendarme, interview jeune homme). A Bekorobo, malgré leur participation lors des discussions, en général les femmes restent difficiles à mobiliser, car «elles ne sont pas reconnues par la communauté» (jeune femme focus groupe). Dans le même sens, les jeunes hommes participent aux discussions avec quelques difficultés. A Antaramena, lors d'une réunion informelle du comité de gestion à propos de la construction de l'infrastructure, il y a eu des tensions entre jeunes et notables (observation). A Antaramena, le rôle des

⁵ Ceci est certainement aussi lié au fait que les gendarmes sont à présent basés à Antaramena et non à Ivohibe, à plus de 1h30 de route en voiture du chef-lieu.

⁶ Il y a la possibilité que les femmes influencent les hommes autour d'elles dans la sphère privée, mais il ne nous a pas été possible de le déterminer.

femmes pour la sécurité se cantonne au support des maris (cuisiner, satisfaire sexuellement son mari pour qu'il soit concentré lors des heures de garde) et a '*bien se comporter*' (ne pas distraire les hommes pendant les heures de garde, ne pas être dans les rues lors des heures de garde pour éviter de séduire les hommes, éviter les conflits domestiques entre femmes et entre hommes provoqués par les infidélités).

4.2. Les différents résultats induits par le projet

4.2.1. Les jeunes et les membres des forces de défense et de sécurité ont des connaissances accrues sur les rôles, droits et responsabilités mutuelles sur la réforme du secteur de sécurité

Search a organisé deux formations traitant les thématiques RSS, résolution 2250, le plaidoyer et l'approche Common ground. Les cibles de ces formations étaient les jeunes hommes, les jeunes femmes, et les gendarmes. Au total, 11 jeunes hommes, 3 jeunes femmes, 3 femmes, 5 autorités locales, 3 notables et 9 gendarmes⁷ ont été formés.

Les jeunes hommes formés de Tomboarivo et Bekorobo interviewés expliquent le common ground comme étant la collaboration entre différents acteurs de la communauté sur les questions de paix et de sécurité. Selon ces jeunes, cette notion de common ground se manifeste surtout lors des dialogues. Pour les jeunes femmes enquêtées, elles affirment les mêmes tendances mais ajoutent le fait que toute décision doit être inclusive et que si on se réfère au common ground tout doit être décidé de façon consensuelle. Pour ce qui est des jeunes hommes formés d'Antaramena et Ambalaso, le common ground est synonyme d'arrangement par rapport à la résolution d'un conflit. Certes la notion de collaboration, selon leur explication pendant l'interview, n'est pas encore liée au common ground, mais ils arrivent à faire ressortir l'intérêt de l'utiliser lors de la résolution de conflit. De façon générale, la différenciation entre le common ground et le compromis est encore difficile pour les jeunes dans toutes les communes, mais la connaissance sur le processus de transformation de conflits selon l'approche common Ground est élevée pour toutes les personnes interviewées du fait que c'est un processus décrit comme utile et pertinent si on veut résoudre des conflits. En effet, les jeunes de toutes les communes interviewées décrivent le processus comme étant le fait de dialoguer, identifier le problème principal, résoudre le problème pour arriver à une réconciliation.

La RSS faisait partie des thématiques de la formation, les jeunes de Tomboarivo ne maîtrisent pas encore le concept, alors que ceux d'Antaramena et de Bekorobo interviewés annoncent que la RSS est la collaboration entre les jeunes les gendarmes, surtout sur le fait que c'est l'intégration des jeunes dans le renforcement de la sécurité de la communauté. On remarque encore certaines ambiguïtés sur leur compréhension de la RSS, mais il est à noter qu'ils sont conscients de l'importance de leur participation dans la sécurité. Les gendarmes formés ont parlé de la relation entre jeunes et gendarmes comme composante principale de la RSS.

A Tomboarivo les gendarmes ne comprennent pas encore le processus RSS, raison pour lesquelles ils ne prennent pas vraiment leurs responsabilités en main pour l'instant et les jeunes n'ont pas encore une confiance effective aux gendarmes pour prendre leurs responsabilités, mais ils commencent à comprendre leurs rôles et responsabilités après la formation. Les soucis des jeunes actuellement est que s'ils prennent en main leurs rôles et leurs responsabilités : est-ce que la communauté va les écouter et les considérer. Aussi, certains jeunes formés ont commencé à appliquer leurs connaissances sur le

⁷ Dans les communes d'intervention, les gendarmes sont les éléments des forces de défense et sécurité présents de façon permanente dans la zone du projet.

plaidoyer car ils ont initié des rencontres avec des gendarmes pour un plaidoyer afin de les laisser régler les conflits entre jeunes à leur niveau avant l'intervention des gendarmes. Force est de constater que les personnes formées n'ont pas toutes mis en application leurs capacités en RSS et plaidoyer, bon nombre d'entre eux n'ont pas encore utilisé le plaidoyer en faveur de la sécurité. Questionnées sur le plaidoyer, les personnes formées déclarent ne pas encore eu l'occasion de l'appliquer pour le domaine de la sécurité.

Toutefois, dans toutes les communes, les participants aux focus groups interviewés, jeunes hommes et jeunes femmes confondus, affirment ne pas avoir bénéficié de transfert de compétences de la part des personnes formées. Ces affirmations se justifient par le fait que les personnes formées ont organisé de partage de connaissances qu'au niveau des autorités et de leur cercle de relation, comme les associations de jeunes ou de femmes, mais pas au niveau de la communauté de façon générale.

Il est utile de mentionner qu'après la formation, des plans locaux de sécurité ont été établis, favorisant la responsabilisation des jeunes et des gendarmes collaborant ensemble pour la sécurité. Les jeunes et les gendarmes peuvent donc démontrer leurs compétences acquises dans la mise en œuvre des actions issues de ce plan en assumant un rôle plus actif dans les décisions sur les questions de sécurité.

4.2.2. Les jeunes et les gendarmes sont en mesure de communiquer et d'interagir d'une manière plus ouverte, transparente et constructive

Après les dialogues communautaires, un jeune à Tomboarivo affirme que la relation entre jeunes et gendarmes qui ont participé à ce dialogue ne sera plus comme avant. Avant, les jeunes et les gendarmes ne se connaissaient pas, il y avait une distance, de ce fait ils ne pouvaient pas se partager des informations. Le dialogue a permis aux jeunes de connaître les gendarmes et vice-versa, la relation va pouvoir évoluer et ne plus rester au stade de méfiance. En outre, ces jeunes se sentent plus confiants d'être dans la même réunion que les gendarmes. En effet, après les dialogues, les jeunes et les gendarmes ont pu travailler ensemble pour des projets communs tels que la réhabilitation de route, construction d'infrastructures culturelles.

Les gendarmes et les jeunes ont pu interagir et communiquer plus facilement, et plus effectivement, tant dans le cadre de la sécurité que dans la vie de tous les jours, dénotant un changement positif en termes de perceptions, relations et attitudes.

A Antaramena et Andranombao, les jeunes (hommes et femmes) ont moins peur des gendarmes qu'auparavant, car à présent ils se partagent les responsabilités de la sécurité (source : jeune homme

Par exemple, les jeunes femmes se sont permis de demander aux gendarmes pourquoi ils n'allaient pas chercher les madriers manquants pour l'infrastructure eux-mêmes (focus groupe jeune femme – Antaramena)

Les gendarmes et les jeunes interagissent régulièrement grâce à la sécurisation villageoise et la construction de l'infrastructure (focus groupe jeune homme - Antaramena).

Lors de l'atelier de collecte des données, l'équipe a également observé la proximité entre les jeunes et les Gendarmes présents : contact physique, plaisanteries entre eux, et plutôt que la marche de hiérarchie, le tutoiement et la familiarité dans le langage (observation)

focus groupe Antaramena, jeune femme focus groupe Andranombao). Les personnes interrogées ont remarqué un changement de perceptions, une disparition des stéréotypes entre eux : moins de méfiance et de tensions, et plus de confiance et de respect (interview gendarme, focus groupe jeunes femmes).

« Ce projet m'a appris que les gendarmes sont des êtres humains avec qui on peut discuter. » jeune homme de Bekorobo lors du focus groupe.

A Bekorobo, les perceptions négatives entre les gendarmes et les jeunes baissent progressivement : les gendarmes ne considèrent plus tous les jeunes de l'Andriry⁸ comme des malaso (bandits), et les jeunes ont moins peur des gendarmes grâce à leur présence lors des activités (interview jeune femme). Les gendarmes sont moins agressifs et les jeunes plus ouverts (jeune femme focus groupe). Les jeunes hommes ont réalisé que les gendarmes sont des personnes avec qui ils peuvent échanger (focus groupe jeunes hommes).

Les jeunes des fokontany périphériques commencent également à ne plus avoir peur des gendarmes, à ne plus fuir à leur vue et viennent au marché hebdomadaire dans le chef-lieu Bekorobo (interview gendarme).

De même à Tomboarivo, les perceptions que les jeunes hommes et les gendarmes/armées ont de chacun se sont améliorées. La relation entre eux s'est améliorée : les jeunes hommes ne fuient plus les Gendarmes, et font l'effort de les saluer et de leur tendre la main (jeune homme focus groupe).

Quant à Ambalaso, les jeunes hommes ont une relation avec les gendarmes via les quartiers mobiles, ce qui a beaucoup changé la perception des jeunes de la communauté envers les gendarmes. Toutefois, il faut encore mobiliser les autres jeunes à collaborer autour d'une initiative commune pour la paix et la sécurité, et surtout de les mettre en confiance sur le fait que l'opportunité sera bénéfique, car les événements de solidarité n'ont pas encore été effectués et la réhabilitation de l'infrastructure culturelle a été faite par un maçon et quelques membres des quartiers mobiles.

Ainsi, en termes de communication et d'interaction entre Gendarmes et jeunes, il y a eu une amélioration: ils ont moins peur et moins de méfiance les uns envers les autres. A Andranombao, leurs rapports sont personnels et détendus, ce qui est encourageant pour la poursuite de leur relations et collaboration. Gardant en tête la relation initiale entre ces deux acteurs, les activités du projet ont permis une nouvelle forme d'interaction entre eux. Le fait de fournir l'opportunité, et d'inciter les Gendarmes et les jeunes à se fréquenter lors d'événements communautaires, et dans le cas d'Antaramena de travailler ensemble pour la sécurité, leur a permis de changer leurs perceptions et ainsi d'interagir de manière plus positive et effective.

4.2.3. La confiance et la collaboration entre les autorités locales, les Gendarmes et la population en matière de sécurité locale sont renforcées grâce aux activités de rapprochement

⁸ Chaîne de montagne se trouvant dans le District de Betroka, laquelle est une zone à risque en termes de banditisme. Dans le plateau central d'Andriry résident des compatriotes qui ne sont pas connectés avec le reste du pays et qui ne bénéficient d'aucun service de l'Etat : pas d'école, pas de centre de santé », (et assurément pas de chef fokontany, en bref pas d'Etat). « Ces Malgaches ne travaillent pas ; leurs activités se résument au vol de zébus (tribune Madagascar – 2017)

La construction de l'infrastructure a non seulement permis aux différentes catégories d'acteurs de faire connaissance et de se rapprocher, mais aussi aux habitants des différents fokontany de la commune.

A Antaramena, la construction de l'infrastructure a permis aux jeunes (femmes et hommes) et tous les fokontany de faire connaissance. De ce fait, il y a plus de confiance et de partage, avec plus de sincérité, et donc plus de cohésion (focus groupe jeune femme, focus groupe jeune homme). A Bekorobo également, les jeunes des différents fokontany ont pu faire connaissance, lié des amitiés, créant plus de cohésion (interview jeune femme). Des participants ont également pris des initiatives de collaboration en dehors du cadre du projet. A Antaramena, la construction de l'infrastructure dans le chef-lieu a provoqué une autre petite initiative dans la commune, dans le fokontany Ivohitr'akanga, pour l'aménagement d'une route. Additionnement, il y a une collaboration des femmes et des jeunes pour un élevage et agriculture communautaire, qui leur permet de créer du revenu (focus groupe jeune homme). Ainsi, il semble que l'incitation à se fréquenter ait permis aux jeunes des communes d'Antaramena et Bekorobo d'entrer en contact. A Tomboarivo, il y a des difficultés vis-à-vis de la collaboration. Contrairement aux autres communes, les jeunes hommes ne partagent pas leurs informations aux gendarmes concernant la situation sécuritaire (vols de zébus ou attaques de malaso) (interview militaire). Dans les fokontany périphériques, les jeunes hommes censés être les collaborateurs des Gendarmes ne sont "pas très actifs" (jeune femme focus groupe).

Dans toutes les communes sauf pour Ambalaso, lors des activités de rapprochement, et de la construction de l'infrastructure en particulier, le partage des tâches est toujours guidé par les normes sociales. Cela fait obstacle à la collaboration telle que définie par le projet, c'est-à-dire participative et égalitaire.

À Antaramena, pour la répartition des tâches lors de la construction de l'infrastructure, ce sont les notables et les gendarmes qui décident (focus groupe jeune femme). Les femmes ne sont pas consultées lors des prises de décisions, et si après coup leur avis est demandé, ce n'est pas à toutes. De plus, lors de la construction de l'infrastructure, les Gendarmes ont tendance à superviser les opérations plus ou moins sur le ton du conseil, voir donner des ordres (observation). Ce sont également les notables qui ont la direction de l'ensemble de l'activité (focus groupe jeune homme, focus groupe jeune femmes). En général, lorsque les gendarmes mobilisent ou sensibilisent, ceci est encore fait sur le ton de l'autorité (observations). Cela fait écho à une observation de l'équipe en Septembre qui notait que l'approche des Gendarmes était ressentie comme agressive par les jeunes, et ils se sentaient forcés à participer au travail de construction (rapport de suivi Septembre 2019). Cependant, il est important de noter que, comme les résultats positifs le montrent, la communauté considère cette relation comme collaborative dû à la répartition des tâches, et la délégation de responsabilité des Gendarmes (focus groupe jeune homme).

À Tomboarivo, les jeunes hommes ne considèrent pas qu'il y a collaboration avec les Gendarmes : les jeunes hommes ne sont que "l'exécutif" pour la sécurité (jeune homme focus groupe). Les jeunes femmes elles, malgré le partage d'information avec les gendarmes, affirment que "s'ils nous demandent un service, il faut que nous l'exécutons" (jeune femme focus groupe), dénotant encore une relation d'autorité. La répartition des tâches lors des activités est aussi marquée par les distinctions de genre et de statut (femmes et jeunes vont chercher de l'eau pour les hommes qui travaillent, jeunes hommes et Gendarmes jouent au football).

À Andronombao, à propos des tâches lors de la construction de l'infrastructure, une réunion a été organisée, et les femmes y ont été conviées (interview jeune femme). Néanmoins, leur participation durant les dialogues est faible et elles ne prennent pas part aux prises de décision, mais seulement

valident les décisions prises (interview gendarme, interview jeune homme). Il est à noter que la jeune femme interrogée remarque néanmoins une augmentation de la participation des femmes, et de leur confiance en soi (interview jeune femme).

A Bekorobo, lors de la construction de l'infrastructure et autres activités liés au PLS (Titike), les gendarmes ne participent que marginalement : ils s'occupent de sécuriser l'événement et de faire le suivi des différents fokontany, sans prendre part à l'événement en cours (focus groupe jeune homme, interview gendarme).

A noter également que les effets positifs en termes de confiance et de collaboration sont concentrés sur les chefs-lieux, tandis que dans les fokontany périphériques, les effets ne sont pas aussi décisifs. A Antaramena, les rencontres entre Gendarmes et jeunes sont moins fréquentes (seulement deux fois par mois), et dans les fokontany Beakanga et Ankazobe, les gendarmes sont toujours synonymes de brutalité, corruption et répression pour les jeunes (focus groupe jeune homme). A Andranombao, certains jeunes ruraux fuient encore à la vue des Gendarmes (interview gendarme). Lors d'une élection dans le fokontany Ambotaky, où les gendarmes étaient présents pour assurer la sécurité, beaucoup de jeunes ne sont venus voter qu'au départ des Gendarmes (interview gendarme)

Malgré des avancées en termes de collaboration, confiance, communication et interaction, des difficultés restent dans ces domaines. Ainsi, à Tomboarivo, la collaboration entre Gendarmes et jeunes n'y est pas aussi effective que dans les autres communes, certainement dû au fait que la confiance entre ces deux acteurs n'est pas encore suffisamment acquise.

A Bekorobo, les Gendarmes restent en retrait, ce qui ne permet pas ces derniers d'interagir pleinement avec la communauté comme le projet l'entend. En termes de participation aux activités de rapprochement, la plus grande difficulté est l'inclusion des femmes dans les événements et les travaux, et de manière générale dans les discussions et les actions liées à la sécurité (voir section suivante pour plus de détails sur ce point). Un autre obstacle pour la collaboration entre Gendarmes et la communauté, et surtout les jeunes, est l'autorité employé par les Gendarmes quand ils interagissent avec eux, à Antaramena et Tomboarivo. Malgré des effets positifs en termes de confiance et de collaboration dans les chefs-lieux, ces changements n'ont pas forcément autant touchés les autres fokontany périphériques.

« Le dialogue change petit à petit l'attitude de la communauté, elle peut maintenant communiquer et entrer en relation avec les gendarmes » FGD jeune homme, Andranombao

4.2.4. Les acteurs locaux dans les communes dans les zones d'intervention contribuent à la sécurité communautaire de manière plus coordonnée et intégrée grâce à l'existence et au pilotage des plans locaux de sécurité élaborés de manière participative et consensuelle

Durant la formation, les participants ont commencé à élaborer un plan local de sécurité pour leurs communes respectives. A travers une méthodologie commençant par une analyse de conflit, où chaque groupe issu de la même commune interagissait pour analyser et comprendre la situation sécuritaire de leurs communes. Cette interaction a permis de déconstruire cette barrière entre les jeunes et les gendarmes, leur collaboration durant cette analyse était effective, favorisant les relations positives et la collaboration effective. Les nouvelles connaissances, notamment le common ground, traduit en un changement d'attitude allant vers la collaboration avec les gendarmes, ont permis l'élaboration de ces plans locaux de sécurité.

Par contre, pour les jeunes d'Antaramena, ils ont tendance à penser que les gendarmes doivent encore changer leur attitude, et ils doivent le faire en premier pour que les jeunes puissent voir ce changement d'abord, et par la suite ces jeunes vont automatiquement changer leur attitude vis à vis des gendarmes en reflet de l'attitude de ces derniers. Une opportunité, pour que les jeunes puissent voir ce changement des gendarmes, est le dialogue. Aussi, **86.71% des personnes enquêtées** affirment que **les dialogues communautaires sont pertinents pour gérer de manière coordonnée et intégrée les questions sécuritaires**. En effet, les Plans Locaux de Sécurité élaborés par les jeunes et les gendarmes formés à Ihosy ont été validés durant les dialogues communautaires, lesquels ont permis un échange constructif selon les personnes interviewées. **D'ailleurs 88.61% affirment que les dialogues communautaires ont permis à tous les acteurs de collaborer ensemble sur des questions sécuritaires**

Autre fait qui ont démontré le changement d'attitude entre les jeunes et les gendarmes, est la mise en œuvre des actions définies dans le PLS. A l'exemple des formations des quartiers mobiles réalisées dans les communes d'Antaramena, Ambalasoa et Andranombao. Actuellement dans ces communes, les quartiers mobiles sont fonctionnels, vu que les gendarmes formés ont procédé à la formation des quartiers mobiles, dont :

- Pour Ambalasoa, 78 membres des quartiers mobiles ont été formés
- Pour Andranombao, 61 membres des quartiers mobiles ont été formés
- Pour Antaramena 33 membres des quartiers mobiles ont été formés
- Pour Bekorobo 22 membres des quartiers mobiles ont été formés
- Pour Tomboarivo, 23 membres des quartiers mobiles ont été formés

Au total, les gendarmes, en collaboration avec Search, ont pu former 217 Quartiers mobiles au niveau de 05 communes concernant l'Auto défense villageoise, les rôles et responsabilités des gendarmes et des jeunes quartiers mobiles dans la sécurité et le système de recueil d'information autour de la sécurisation de zone. Ils ont été identifiés grâce à la collaboration entre les autorités locales et les agents de la gendarmerie. Les gendarmes ont demandé aux autorités d'identifier les jeunes pouvant être engagés dans la sécurité après une formation de 3 jours selon le contexte local

Autres manifestations de ce résultat, à Tomboarivo, après le premier dialogue, la communauté a opéré une autre réunion pour mettre en place le comité du Dina dans la commune, telle qu'il est prévue dans le PLS. Cette réunion a vu la participation des notables, des autorités locales, des quartiers mobiles. Le comité du Dina est composé des représentants par fokontany. Durant la réunion pour sa mise en place, le représentant du fokontany Tomboarivo, le chef-lieu de commune, a été élu président du comité. Cependant, les femmes n'ont pas été conviées à la réunion selon l'affirmation d'une jeune femme formée à Tomboarivo et une autre jeune femme représentante du fokontany Angebo qui disent ne pas être informées de la tenue de cette réunion. Selon elle, les hommes n'auraient pas voulu que les femmes y assistent. Les normes culturelles imposent toujours d'écarter les femmes dans le cercle décisionnel en termes de sécurité. Durant le second dialogue communautaire, une mise en application de l'approche common ground a été constatée chez les personnes formées de Bekorobo. Ils ont décidé d'inclure les "malaso" au dialogue communautaire en les invitant personnellement suite à une concertation entre les autorités locales et le Chef de poste de la gendarmerie à Bekorobo formées par le projet.

4.3. Contribution de ces résultats à la paix et à la sécurité de la zone⁹

De manière générale, l'équipe et les personnes interrogées ont pu observer suite au projet une amélioration en termes de sécurité pour les communautés locales. Il y a moins de délits mineurs dans la zone d'intervention, plus de sécurité dans la vie de tous les jours, et plus de cohésion sociale, et la communauté le ressent. La population a remarqué une baisse de vols mineurs depuis Juin. Par exemple, les petits objets (comme les briquets ou les ustensiles de cuisine) peuvent être laissés en dehors des maisons la nuit, et seront retrouvés le lendemain matin

En termes d'insécurité, la population se sent plus en sécurité la nuit qu'avant : les femmes peuvent cuisiner plus tard, jusqu'à 21h, et peuvent à présent dormir dans leurs maisons la nuit

A Andranombao, la population remarque aussi une baisse de vols mineurs. Selon l'analyse d'un Gendarme, les délits ont été réduits de 70% à 10% (atelier de collecte de données à Antaramena).

Plus de cohésion sociale parmi la population est aussi notée : par exemple, les habitants peuvent à présent se prêter un zébu pour labourer leurs terres. Entre jeunes, désormais ils se connaissent plus et s'invitent avec sincérité et sans crainte dans leurs maisons respectives. Les jeunes peuvent également marcher près des étables ou les champs des autres sans être immédiatement accusé de vol.

A Bekorobo, les habitants remarquent aussi une amélioration de la sécurité en termes de vol : ils peuvent à présent laisser leurs poules à l'extérieur la nuit sans qu'elles soient volées (focus groupe jeune homme). La journée, ils peuvent désormais travailler dans les champs de riz sans avoir besoin d'une garde armée (atelier de collecte de données à Betroka). Les jeunes femmes remarquent aussi une amélioration de perceptions et de relations avec les habitants d'Andriry : ils sont à présent acceptés lors du marché de Bekorobo, et viennent vendre leurs produits (focus groupe jeune femme).

Les jeunes hommes interrogés ont aussi confié à l'équipe le changement de tenue des jeunes : plutôt que des sandalettes en plastique et des shorts (qui facilitent la fuite), les jeunes peuvent maintenant porter des pantalons et des sandales lâches.

Le marché peut continuer jusqu'à 16h, et plus de commerçants ambulants sont remarqués malgré la période de soudure. La présence des jeunes hommes est aussi remarquée : ils viennent vendre leurs produits, et ainsi se crée du revenu

La nuit est également source de moins d'insécurité : tous les habitants peuvent à présent dormir dans leur domicile plutôt que dans les champs. Avant, plus personne n'allait dans les rues à la tombée de la nuit (18h), maintenant, les magasins et petits bars sont ouverts jusqu'à 21h, et la communauté peut sortir et faire la fête en sécurité.

Pendant la journée, les paysans peuvent aller travailler

⁹ Ce sont des indicateurs de perception issue de 2 ateliers organisés avec des membres des jeunes, des femmes et des gendarmes

dans leurs champs de culture sans peur (interview jeune femme).

Il y a également un retour ou une revalorisation de la tradition de l'entraide depuis que les jeunes s'engagent pour la cohésion sociale (interview jeune femme).

5. Leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations

5.1. Bonnes pratiques

- La collaboration avec les gendarmes et des jeunes leaders de la communauté

La présence du gendarme, colonel de la gendarmerie¹⁰ de l'Anosy parmi les membres de l'équipe de Search, en tant que conseiller technique favorise à déconstruire la barrière qu'ont les jeunes vis à vis des gendarmes. En effet, ce conseiller se charge à la fois de mobiliser ses pairs dans les communes, mais ils participent activement à la modération des dialogues. En conséquence, d'un côté, les jeunes ont établi une confiance à son égard en parlant avec lui, ce qui permet de déconstruire les stéréotypes envers les gendarmes, de l'autre côté, les gendarmes le voient discuter facilement avec les jeunes et le suivent dans ces discussions. Aussi, ce gendarme se chargeait de former les gendarmes et les quartiers mobiles sur la sécurité villageoise et l'opérationnalisation des quartiers mobiles suivant les décrets officiels.

La collaboration avec les personnes formées par Search, en tant que point focal, a facilité l'organisation et le rassemblement des représentants des fokontany notamment dans les zones près de l'Andriry. En effet, des personnes influentes formées notamment à Bekorobo ont des liens avec des « malaso ou bandits » de l'Andriry, lesquels ont pu être mobilisés pour assister aux dialogues et aux activités de rapprochement. L'intégration de ces leaders a permis de cibler et d'inclure des personnes qui ne sont pas en relation avec la communauté.

- La conception des PLS suivant une méthodologie progressive

Les PLS ont été conçus de façon progressive en commençant par une analyse de conflit durant la formation et une validation des plans décidés durant les dialogues, ont permis une appropriation effective de la part des participants aux formations. Aussi, cela a facilité leur responsabilisation dans la mise en œuvre de ces plans, notamment les gendarmes.

Par exemple,

- La formation était mixte, à savoir regroupant les membres de la communauté et les gendarmes.

Cette approche mixte permettait déjà une opportunité d'échange et de construction de relation, favorisant le changement d'attitude entre les jeunes et les gendarmes à collaborer ensemble

- L'implication des différentes catégories de la population dans l'organisation et la réalisation des activités de rapprochements

L'implication des jeunes, des femmes, des anciens malaso ou bandits, des notables et des FDS dans l'organisation des activités de rapprochements ont permis l'appropriation effective et maximiser la résonance des activités au niveau des parties prenantes cibles du projet. Le partage des rôles et des responsabilités entre les gendarmes, les membres de la communauté et les autorités

¹⁰ Le Lieutenant Elinatex Ramasimanjaka a été formé par Search sur plusieurs projets depuis 2015 : approche common ground, résolution 2250, bâtir des ponts entre communauté et gendarmes, leadership et gouvernance, principe volontaire sur la sécurité et les droits de l'homme. Il a été un champion dans un projet de Search en 2017 en tant que peacebuilder.

étaient effective grâce à cette appropriation. Les jeunes sont plus touchés par les titike (rituels de paix) et la construction de l'infrastructure

- L'organisation d'atelier de partage et d'échange entre les communes.

La dynamique contextuelle et relationnelle dans chaque commune diffère, l'opportunité d'organisation de rencontre intercommunale a permis d'instaurer des échanges d'expériences dans la réalisation des activités de rapprochements entre les communes.

5.2. Leçons apprises et les recommandations pour les initiatives futures

Par rapport à ces analyses, et en vue d'optimiser et de rendre durable les résultats, l'équipe a identifié des leçons apprises durant l'implémentation, lesquelles tiennent compte de la prise en compte de :

- Contexte local, normes sociales et profil des membres de la communauté
 - Les jeunes formés reconnaissent leurs rôles à jouer dans les questions de paix et de sécurité, mais leur limite à jouer pleinement leur rôle s'avère être dans la légitimité et l'acceptation des autres membres de la communauté à leur participation. Il est nécessaire de sensibiliser la communauté sur les rôles des jeunes dans la paix et la sécurité communautaire, à travers d'autres activités comme les théâtres ou émissions radiophoniques ayant une portée très large, afin d'accroître leur sensibilité à reconnaître les rôles des jeunes dans les questions de paix et de sécurité. De même, organiser des dialogues entre jeunes
 - La participation des femmes est encore limitée par les normes sociales et les normes culturelles, lesquelles écartent les femmes dans le cercle décisionnel en termes de sécurité. Certes, elles arrivent à faire des initiatives de mobilisation auprès de leurs pairs, mais la participation effective dans les prises de décisions ne sont pas encore acquies. De même que pour les jeunes, la communauté doit être sensibilisée par les rôles de femmes, complété avec des activités qui mettent en valeur leurs rôles. Le fait de commencer à faire des dialogues par catégories pourrait renverser la tendance au manque de participation des femmes : pour qu'elles discutent de la sécurité entre elles, prennent confiance. Il faut faire des activités qui traditionnellement ne sont pas exclusivement masculines (ex : match de football, construction d'une maison...). L'intégration des femmes demande une démarche particulière.
 - La formation traitait de 4 thématiques différentes réparties sur 3 jours. L'assimilation est assez difficile pour les communautés vu que les thématiques sont assez difficiles à maîtriser en 3 jours. Il est recommandé de traiter une thématique par formation en tenant compte du niveau des participants.
 - La période électorale représentait un risque durant la mise en œuvre. Les activités culturelles ont été récupérées par les candidats comme une tribune pour leur visibilité. La prise en compte du contexte local dans la mise en œuvre doit être planifiée et tenue en compte
- Profil géographique
 - La perception des autres fokontany sur la domination de communautés issues des chefs-lieux de commune est très persistante. La participation aux dialogues communautaires est jugée sélective par habitants des fokontany éloignés du centre. Le

ciblage de tous les fokontany pour les dialogues communautaires doit encore être renforcé en commençant par expliquer aux autorités locales le processus de sélection pour qu'ils puissent transmettre les informations à tous les fokontany avec un suivi de près de cette sélection par l'équipe de mise en œuvre et surtout en ciblant les jeunes.

- Organisation des dialogues communautaires
 - Les dialogues étaient au niveau communal avec un ciblage au niveau de tous les fokontany. Certes la collaboration avec les leaders formés par Search pour le ciblage a été effective ; toutefois la portée reste restreinte. Il est nécessaire de faire des dialogues au niveau des fokontany avant les communaux pour une portée effective facilitant l'intégration d'idées « locales » dans les dialogues communales.
 - Le partage des rôles et des responsabilités pour les futures constructions des infrastructures à vocation culturelle doit être éclaircis et compris de façon consensuelle durant les dialogues, afin d'éviter toute tension entre jeunes et gendarmes. Il est recommandé de ne pas procéder à ces constructions tant que les acteurs impliqués ne soient pas d'accord conventuellement durant les dialogues. Mais aussi, il faut veiller à la participation des femmes. Une approche visant à mobiliser les femmes sont nécessaires pour des initiatives de ce genre où on vise leur participation
 - Une confusion entre les PLS et les infrastructures sont palpables. L'identification de deux initiatives du genre doit être discutée durant des dialogues séparés au lieu de traiter deux thématiques différents durant le même dialogue.

- Infrastructures culturelles.
 - Les structures relais comme le comité de gestion sont essentielles pour le bon fonctionnement et la pérennité de l'ensemble de la structure. Son rôle et fonctionnement doit être clair pour ses membres ainsi que la communauté pour éviter toutes risques de conflits. L'équipe programme devrait être en charge de l'expliquer et de s'assurer que c'est bien compris. La désignation de ce comité devrait être une thématique à part, séparée du dialogue.
 - Suite aux confusions de la communauté vis-à-vis des infrastructures, l'équipe programme devrait s'assurer que la nature et le but de l'infrastructure est claire pour la communauté.

5. Conclusion

L'analyse des résultats identifiés conclut que des changements ont réellement subsisté et vérifiés au sein de la communauté, notamment: le changement de capacité, le changement d'attitude, le changement relationnel et le changement fonctionnel.

Ces changements sectionnent les résultats identifiés grâce aux activités réalisées durant la vie du projet, et évalués et validés pendant la mission d'évaluation. En général, les cinq communes d'intervention ont chacune leurs spécificités en termes de réalisations. Malgré que les niveaux de réalisations ne sont pas les mêmes, les résultats observés sont presque similaires.

Pour les personnes formées par le projet, elles manifestent la volonté de promouvoir la collaboration entre tous les acteurs de leurs communautés respectives en mettant en œuvre des initiatives en faveur de la paix et de la sécurité. Toutefois, elles font encore face à quelques difficultés quant à l'application des acquis concernant la RSS et le plaidoyer. En effet, leurs rôles et leurs responsabilités ne sont pas encore acquis et mis en pratique au niveau des communautés cibles

D'une manière générale, les participants aux dialogues sont majoritairement « d'accord » que les dialogues renforcent la collaboration et la confiance mutuelle entre les acteurs au sein de la communauté. Néanmoins, la démarche inclusive doit être priorisée au niveau des communes, les autres fokontany autres que les chefs-lieux de commune ne se sentent pas toujours concernés par les activités. De plus, la participation des femmes, que ce soit par leur présence dans les dialogues, ou leurs prises de paroles, reste très faible au niveau des cinq communes d'intervention. Les raisons principales sont leurs occupations ménagères mais aussi les normes socio-culturelles. Il est donc recommandé d'élargir le choix des participants en ciblant plus les communautés au niveau des villages de chaque fokontany et privilégier les jeunes et les gendarmes. La participation des femmes et des jeunes femmes devrait être accentuée au niveau des 5 communes, surtout au niveau décisionnel. Une sensibilisation des autorités locales et traditionnelles à ce sujet est préconisée.

En terme d'indicateurs de paix et de sécurité, le renforcement des capacités des jeunes et de leur collaboration avec les gendarmes pour la sécurisation communautaire ont contribué à (1) diminuer le nombre de délits, (2) réduire le nombre de violences physiques durant les marchés communales, (3) réduire le sentiment d'insécurité la nuit ou dans les champs, se manifestant par le fait qu'on peut cultiver sans guetter les éventuelles attaques ou en laissant les volailles en dehors de l'habitat la nuit sans qu'ils soient voler.

Toutefois, des recommandations sont adressées pour pérenniser ces résultats et pour les initiatives futures comme l'organisation de dialogues par acteur au niveau fokontany, une planification réaliste tenant compte du contexte, la mise en place de relais communautaire permanent pour assurer la communication avec la communauté

Finalement, le renforcement de la capacité de l'équipe de mise en œuvre en « approche sensible au conflit » et en « do no harm » pour assurer que les interventions tiennent en compte ces principes et pour entretenir une relation de confiance et de collaboration avec les communautés cibles.